

LE NIR UN DANGER MYTHIQUE OU REEL ?

VOTRE NIR, vous connaissez ? Oui, et peut-être même par cœur. C'est votre numéro d'inscription au RNIPP (Répertoire national d'identification des personnes physiques). Le RNIPP est un fichier qui, pour chaque individu, fait correspondre à ses nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance un numéro de 13 chiffres, le NIR, qui correspond aux 13 premiers chiffres du numéro de Sécurité sociale. Dans ce répertoire, diverses autres mentions sont portées à l'occasion de tâches de gestion courante et pour désigner certains organismes qui ont demandé le numéro de l'individu.

Les origines de ce fichier remonte à 1941. C'est le service de la Démographie qui eu pour tâche « l'attribution à chaque individu d'un numéro fixe d'identification susceptible d'être retenu comme argument de classement des fichiers administratifs » (1). On peut noter par ailleurs qu'il était également prévu, à l'époque, que ce numéro serait inscrit sur les cartes d'identité. A la fin de la guerre ce fichier est conservé, les numéros gardant la même structure, et l'INSEE (Institut national des statistiques et d'études économiques), créé en 1946, est chargé de le tenir à jour. Son automatisé est mise en chantier en 1970 sous le nom de SAFARI (Système automatisé pour les fichiers administratifs et les répertoires d'individus) et opérationnel depuis 1972.

SAFARI est révélé au grand public par un article de P. Boucher paru dans *Le Monde* du 21 mars 1974, « SAFARI ou la chasse aux Français ». Emotions, protestations, circulaires interdisant toute nouvelle interconnexion entre fichiers de ministères différents, commission, rapport Tricot, débat parlementaire, loi in-

A PARTIR DE CE NUMERO, ANNE TITANE TIENDRA UNE RUBRIQUE SUR LE "CONTROLE SOCIAL"

formatique, fichiers et libertés du 6 janvier 1978. Son article 18 précise : « L'utilisation du répertoire nationale d'identification des personnes physiques en vue d'effectuer des traitements nominatifs est autorisée par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la commission ».

La CNIL (Commission nationale informatique et libertés) en 1981, se penche sur le RNIPP (nouveau nom de SAFARI) et, si elle est d'accord pour que le répertoire serve de référence pour vérifier l'authenticité des renseignements d'état civil, elle refuse par contre, « l'institutionnalisation » du numéro national d'identité. La Commission émet alors un avis favorable sur le RNIPP sous réserve : « De la suppression de toute référence à un numéro national d'identité, de mesures prévoyant les conditions dans lesquelles, en cas de circonstances exceptionnelles (invasion, guerre civile, etc.) pourrait être évité, au besoin par sa destruction, une appréhension illégitime du répertoire ; de la seule utilisation des nombres 1 ou 2 pour indiquer le sexe (2) ; du respect de l'interdiction d'utiliser le répertoire à des fins de recherche des personnes, hormis les cas spécifiquement prévus par la loi ».

Depuis, le répertoire va son petit bonhomme de chemin ; la CNIL étudie les demandes d'utilisation du RNIPP par divers organismes et transcrit dans chacun de ses rapports, ses réflexions et ses avis sur ce sujet.

Ainsi, dans son quatrième rapport, elle a posé en principe que faire usage du numéro de Sécurité sociale équivalait à l'utilisation du RNIPP et donc que la personne qui fait à la CNIL sa déclaration de traitement automatisé, comme l'y oblige la loi, doit justifier de l'utilisation du numéro de Sécurité sociale, si cette information est mémorisée. Mais dans son cinquième rapport, la CNIL regretterait presque que la Direction générale des impôts ait choisi un identifiant qui lui est propre et non pas le NIR, car le choix du NIR aurait permis « de ne pas compromettre des échanges futurs entre l'administration fiscale et les organismes de Sécurité sociale... » et « ... aurait permis de poursuivre une réflexion déjà engagée sur les dangers réels ou mythiques de l'utilisation du NIR... »

Mais pourquoi un tel intérêt pour le NIR, de telles précautions dans son utilisation, une telle ambivalence quant aux sentiments qu'il inspire ?

Tout d'abord, l'Etat et l'entreprise ont, de plus en plus, un besoin d'identification des individus d'une part pour distinguer deux personnes (il y a en France, 17 000 Martin à moins que ce ne soient des Dupont) et d'autre part pour attacher à chaque personne un identifiant le désignant sans ambiguïté. Et le NIR est un identifiant stable, fiable et économique, en quelque sorte un nom numérique sans les inconvénients de l'homonymie.

Une autre possibilité du NIR est de faciliter l'interconnexion des fichiers, c'est-à-dire le rapprochement d'informations dispersées dans différents fichiers mais concernant le même individu. Ces interconnexions peuvent être commandées soit pour établir des statistiques (ce

que fait entre autres l'INSEE) pour permettre l'élaboration d'une politique, soit pour prendre des mesures concernant un individu. Si l'interconnexion de fichiers pour l'établissement de statistiques ne semble pas poser de problèmes vis-à-vis des libertés individuelles, par contre les opinions divergent quant aux résultats d'interconnexions de fichiers, opposables à une personne. En effet, pour le gestionnaire de l'Etat, l'interconnexion de fichiers permet de mieux cerner l'individu (ou plutôt son double informatique réduit aux informations mémorisées) et de le comparer à un profil type en vue, par exemple, de rechercher les fraudeurs du Fisc, de l'ANPE, les gens susceptibles de troubler l'ordre public... Par contre, pour l'individu géré, l'interconnexion de fichiers peut porter atteinte à sa vie privée. Or, pour compliquer les choses, la notion même de vie privée évolue dans le temps et est fonction des individus concernés. Ainsi un salarié jouera la personne qui n'a rien à cacher face au fisc, qui connaît déjà ses revenus, alors que des non salariés défendront le secret des revenus. Mais l'atteinte à la vie privée par la connaissance des ressources financières des individus est-elle de même nature que l'atteinte à la vie privée par la connaissance des opinions politiques obtenues par interconnexions de fichiers d'associations, d'abonnés à des journaux, de virements bancaires qui peuvent indiquer le versement de cotisation à des syndicats, à des partis... ? Intérêts contradictoires entre la protection des libertés individuelles et l'efficacité des administrations et/ou des entreprises.

Efficacité mais non infailibilité car les risques d'erreurs ne sont pas négligeables. S'il semble certain qu'avec le NIR les erreurs d'identification sont moins nombreuses, une erreur peut, par contre, se propager au-delà de l'administration fautive et ce d'autant plus que le numéro d'identification serait généralisé et les interconnexions nombreuses. Un autre type d'erreur provient du fait qu'une information pertinente dans un fichier peut être interprétée d'une façon différente dans un autre contexte : vous accepteriez sans doute de dire à un médecin que vous avez eu un cancer et que vous êtes guéri ; le diriez-vous à votre assureur ?

Des erreurs proviennent aussi des systèmes eux-mêmes et parfois de la mauvaise interprétation de résultats statistiques : ainsi peut-on lire dans un article du *Monde* portant sur la Suède et la généralisation du « Personnummer » (3) : « Dans une commune des environs de Stockholm, l'ordinateur — un ordinateur pas une personne ! — (après avoir mis en parallèle les données contenues dans les fichiers sur les salaires, le logement, les signes extérieurs de richesse, la fortune, etc.) avait décelé avec certitude mille filous coupables d'avoir déclaré des revenus

POUR LE GESTIONNAIRE L'INTERCONNEXION DE FICHIERS PERMET DE MIEUX CERNER L'INDIVIDU ET DE LE COMPARER A UN PROFIL TYPE

inférieurs à la réalité. L'affaire fut portée devant les tribunaux... qui innocentèrent les "tricheurs", sauf un ».

Il y a eu et il y aura certainement toujours des « petits services » rendus entre administrations, des échanges d'informations par téléphone. Ces échanges peuvent, parfois, accroître l'efficacité des services en limitant la lourdeur administrative et réduire les erreurs mais sont aussi, trop souvent incontrôlés. Si des interconnexions fiables sont rendues réalisables techniquement grâce à l'identification unique du RNIPP ou à d'autres méthodes, la tentation peut être alors grande d'effectuer ces interconnexions à grande échelle, et de façon systématique avec pour motivation la rationalité économique ou l'efficacité organisationnelle à moins que ce ne soit l'égalité ou la liberté. Que deviendrait le droit de regard de l'administré face à une administration qui tendrait à devenir un bloc, face à un Etat de plus en plus puissant ? Il est intéressant de noter que le gouvernement suédois a mis en place une commission chargée d'étudier les possibilités de restreindre l'utilisation du « Personnummer ».

On sait que chaque traitement automatisé sur fichiers doit faire l'objet d'une déclaration à la CNIL. Les finalités de ces traitements doivent y être précisées ainsi que les interconnexions prévues. Mais la CNIL a-t-elle les moyens de contrôler que toutes les déclarations sont faites,

que les déclarations faites correspondent à la réalité des traitements effectués ? Evidemment non ! Même pour des interconnexions autorisées, est-on vraiment capable de mesurer les conséquences d'interconnexions en chaîne ? Et avec le temps ne risque-t-il pas d'y avoir un glissement de finalités, un oubli des objectifs initiaux, des interconnexions sauvages hors de tout contrôle ?

A. Titane

1) L'étude des origines du NIR est fort instructive. Cf en particulier le livre de A. Vitalis, *Informatique, pouvoir et libertés*, Economica 1981.

2) A l'origine le premier chiffre devait avoir la signification suivante : 1 : homme aryen, 2 : femme aryenne, 3 : homme juif, 4 : femme juive....

3) *Le Monde* du 15 septembre 1985.

